

Nouvelles Positions Impérialistes

Le Rapprochement Franco-Allemand et le Problème de la Reconstruction capitaliste de l'Europe

Ce qui caractérise politiquement la situation de l'Europe d'après-guerre, c'est l'instabilité des rapports entre les Etats capitalistes. L'Europe du traité de Versailles est un champ clos où se heurtent sur tous les terrains des adversaires irréductibles dont les intérêts divergent au point que, depuis sept ans, aucun système d'alliance effectif n'a pu se réaliser en dépit des efforts méritoires — au sens capitaliste bien entendu — d'hommes d'Etats qui se succèdent au pouvoir sans pouvoir sortir du cercle vicieux du système des contradictions économiques de l'Europe.

Dans les premières années qui suivirent la signature du traité de Versailles, l'Angleterre essaya bien de faire prédominer son influence sur une Europe totalement dévastée. Elle sut forger son instrument d'hégémonie politique : la Société des Nations, mais manqua de moyens matériels pour soutenir à fond sa politique européenne. L'Angleterre, menacée dans le Pacifique par le Japon et par les Etats-Unis, évincée de l'Amérique latine et de ses propres dominions par le capital financier américain, ayant besoin elle-même de fournir un effort considérable pour maintenir la livre à parité avec le dollar, dut s'imposer de lourds sacrifices budgétaires qui réduisirent, durant les premières années, dans des proportions très fortes, ses exportations de capitaux à l'étranger. Au moment où il eut fallu que ses banques puissent exporter la majeure partie de leurs capitaux en Europe pour soutenir la diplomatie « pacifique » de la Société des Nations, l'Angleterre manqua de capitaux disponibles.

La grande tentative d'une reconstruction de l'économie européenne par l'Angleterre sur les bases du libéralisme a échoué à Gênes en 1922. Aucun accord ne peut intervenir ni avec l'U. R. S. S. ni avec l'Allemagne, par suite de l'entêtement de la France.

Avec de tous autres moyens, et en mettant en action une politique de force brutale, la France tenta d'ailleurs à son tour de réaliser, avec des objectifs plus limités, il est vrai, un plan de domination économique du continent. Le Comité des Forges lança Poincaré dans l'aventure de la Ruhr. Il pensait par un coup de main brusqué sur les principales réserves de houille de l'Europe, amener l'industrie sédérurgique allemande à faire sa soumission. Mais le Comité des Forges ne put surmonter ses

contradictions internes, et malgré l'appui militaire que l'Etat apporta à la Micum, l'impérialisme français dut battre en retraite au bout de quelques mois et se laisser imposer l'arbitrage anglo-américain et le plan Dawes.

Le plan Dawes libéra en partie l'Allemagne des menaces constantes de démembrement que la France faisait peser sur elle. La renaissance de l'impérialisme allemand fut favorisée par l'Angleterre, qui avait tout intérêt à affaiblir la France sur le continent. De même et toujours dans le même but, l'Angleterre encouragea les ambitions méditerranéennes de l'Italie et de l'Espagne.

Dans l'Europe de 1927, non seulement aucun des problèmes politiques d'après-guerre n'a été résolu, mais encore la grave crise économique causée par l'anarchie de la production, l'incertitude des débouchés, le déséquilibre des changes et la spéculation, s'est étendue à tous les Etats capitalistes européens, entraînant avec elle le chômage et la vie chère.

LES RAPPORTS FRANCO-ALLEMANDS APRES LE PLAN DAWES

Le plan Dawes a tranché définitivement entre l'Allemagne et ses créanciers — surtout la France — la fameuse question des réparations. Avant d'exporter leurs capitaux en Europe, les financiers américains voulaient avoir l'assurance que la paix dont ils avaient besoin ne serait plus troublée par quelque bruyante agression des militaristes français contre leurs voisins désarmés de l'autre rive du Rhin. Il est vrai que la France avait accepté de signer le plan Dawes pour obtenir des crédits dont elle avait un besoin immédiat auprès des banques anglaises et américaines (1). A l'arbitraire des baïonnettes fran-

(1) On se souvient de l'ironie avec laquelle fut accueillie aux Etats-Unis l'adhésion de la France au plan Dawes. Lors d'un banquet organisé par des financiers de Wall-Street, en l'honneur de M. Owen-Young, qui fut un des protagonistes de ce plan, ce dernier s'exprimait ainsi : « La France, en s'engageant à établir le protocole de Londres et en exécutant les premières conditions, a montré de façon éclatante qu'elle préférerait au démembrement de l'Allemagne et à sa domination militaire sur l'Europe, le paiement des réparations et le rétablissement économique du vieux monde... » — et pour cause!

çaises, le plan Dawes a substitué le strict contrôle des finances du Reich par les financiers américains eux-mêmes, que représente à Berlin M. Gilbert Parker, grand maître du budget de l'Allemagne.

Nos lecteurs connaissent certainement les grandes lignes du plan Dawes. Mais il n'est pas inutile d'en remettre les principaux points en lumière.

Ratifié le 30 août 1924, le plan Dawes prévoyait tout d'abord l'octroi d'un moratoire partiel à l'Allemagne et d'un emprunt international de 800 millions de marks-or pour permettre la revalorisation de la monnaie allemande. La première année, l'Allemagne n'avait à payer que la somme de 1 milliard représentant le remboursement des livraisons en nature faites par les industriels, et les dépenses d'occupation militaire. Le montant de l'annuité croît progressivement jusqu'en 1929, date à laquelle l'Allemagne doit être en état de verser à ses créanciers une annuité de 2 milliards et demi de marks-or. L'annuité à payer par l'Allemagne demeure alors pour le nombre d'années à venir, l'annuité type de 2.500 marks-or.

La France touche 52 % de cette créance, dont la plus grande partie en produits allemands.

Comment est répartie intérieurement, dans le budget du Reich, cette annuité ? En voici les éléments :

	Millions de marks
Ressources budgétaires	1.250
Contribution de l'industrie	300
Recettes des chemins de fer	660
Impôts sur les chemins de fer	290

Les ressources budgétaires incombent, bien entendu, à l'ensemble de la population allemande et aux travailleurs au premier chef.

La contribution de l'industrie se trouve ainsi répartie.

Industrie lourde	20 %
Machines et électricité	17 %
Industrie chimique	8 %
Textiles	7 %
Autres industries	48 %

Les assujettis souscrivent personnellement des obligations suivant leur part. Une banque spéciale gère et amortit ces obligations qui peuvent être mobilisées jusqu'à concurrence de 500 millions.

La contribution des chemins de fer a nécessité la création d'une compagnie qui a le monopole de l'exploitation. Le capital actions de cette compagnie est de 15 milliards, dont 2 milliards d'actions au porteur et 13 milliards d'actions nominatives au nom du Reich ou d'un Etat allemand. En outre, la Compagnie prend en charge une dette de réparation de 11 milliards représentée par des obligations hypothécaires garanties par l'Etat.

Bien entendu, l'application de ce plan repose essentiellement sur l'exploitation méthodique du prolétariat, des petits paysans et des classes moyennes allemandes. On sait comment s'exprimait à ce sujet M. Garrach, financier américain et contrôleur de la Reichsbank : « Si les (ouvriers) allemands sont prêts à travailler 10 et 16 heures par jour ; si les (paysannes) allemandes sont prêtes à s'atteler aux charriots pour remplacer les chevaux si les enfants stimulés par leurs parents apportent eux aussi leur part dans le labeur commun, alors l'Allemagne remplira ses obligations et il lui sera permis de récolter les fruits de son travail. » Un tel programme en dit long sur le sort réservé aux prolétaires allemands pendant les dizaines d'années d'application du plan Dawes (2).

Ainsi après la tentative avortée de l'Angleterre à Gênes pour reconstruire à son profit l'économie européenne; après l'échec du militarisme français dans la Ruhr la signature du plan Dawes, le 30 août 1924 marquait une nouvelle étape dans les rapports impérialistes d'après-guerre : la collaboration anglo-américaine pour l'asservissement de l'Allemagne. En effet, en même temps que les banques anglaises et américaines souscrivaient à elles seules les trois quarts de l'emprunt de 800 millions de marks or pour rétablir les finances du Reich, Wall Street inaugurait une politique d'avance de capitaux aux industries allemandes : en deux années, les Etats-Unis ont investi environ 4 milliards de marks dans les entreprises allemandes les plus importantes.

Le complément politique du règlement économique de la question des réparations par le plan Dawes, devait être le traité de Locarno et l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations. Le plan Dawes n'était possible qu'à la condition qu'il y eût un changement complet dans la politique de la France à l'égard de l'Allemagne. Les Etats-Unis surent intervenir efficacement pour provoquer un renouvellement du personnel politique de l'Etat français : La social-démocratie fut substituée au Bloc National; Herriot-Briand à Millerand-Poincaré. Le rôle des grandes banques d'affaires françaises ; l'Union Parisienne (soutenue par le groupe Morgan) et la Banque de Paris et des Pays-Bas (soutenue par le consortium Rockefeller) fut décisif. Il fallait un rapprochement politique entre la France et

(2) Le *Reichsarbeitsblatt* a publié, le 10 février dernier, les résultats d'une enquête entreprise en novembre 1926 sur l'application de la journée de huit heures. Bien que cette enquête ait été limitée à un certain nombre d'industries et d'entreprises, il ressort que, presque partout, la journée de travail dépasse huit heures. La proportion des ouvriers recensés qui travaillaient plus de 48 heures par semaine, était de 53 %; il n'y en avait que 19 % qui travaillaient 48 heures.

Tout le reste était en chômage partiel.